



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

19 SEPTEMBRE 2006

LES ÉTATS-UNIS ET LA RÉFORME DE LA GESTION ET DES DROITS DE L'HOMME À L'ONU

L'ouverture de l'Assemblée générale est précédée de conférences sur l'alphabétisation et les migrations... 1

LES É.-U. SONT EN FAVEUR DE MIGRATIONS SANS RISQUE, LÉGALES ET HUMAINES

Note d'information du département d'État..... 4

PUBLICATION DU RAPPORT 2006 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE

Ce rapport examine le degré d'appui accordé selon les pays à la liberté religieuse. 6

L'INTRODUCTION DU RAPPORT 2006 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE

La liberté religieuse est la pierre angulaire des droits de l'homme. 7

DES CÉLÉBRITÉS AMÉRICAINES PLAIDENT LA CAUSE DU DARFOUR

L'acteur George Clooney et le prix Nobel de la paix Elie Wiesel s'adressent au Conseil de sécurité de l'ONU. 8

LA SOCIÉTÉ DU COMPTE DU MILLÉNAIRE ADOPTE DEUX CRITÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Ils ont traité à l'environnement et à l'accès à la propriété foncière.....10

LES ÉTATS-UNIS ET LA RÉFORME DE LA GESTION ET DES DROITS DE L'HOMME À L'ONU

L'ouverture de l'Assemblée générale est précédée de conférences sur l'alphabétisation et les migrations.

Par Stephen Kaufman
Rédacteur du Washington File

Washington - Le gouvernement Bush a deux grandes priorités pour la prochaine session des Nations unies : la réforme de la gestion et les droits de l'homme, et il espère que l'Organisation pourra lui donner des assurances quant à l'utilisation des ressources de ses membres et qu'elle se penchera sur la situation critique des droits de l'homme dans le monde.

Dans une interview qu'elle a accordée au Washington File le 12 septembre, Mme Kristen Silverberg, secrétaire d'État adjointe aux organisations internationales, a déclaré que la réforme de la gestion des Nations unies restait une des grandes priorités et elle s'est fait l'écho de la secrétaire d'État Condoleezza Rice, pour qui la réforme sera un facteur déterminant dans le choix de la candidature que les États-Unis soutiendront lorsque le mandat de l'actuel secrétaire général Kofi Annan arrivera à échéance le 31 décembre.

« Les États-Unis affectent plus de 5 milliards de dollars par an au système des Nations unies, soit une part importante du budget que nous consacrons au développement et à l'aide humanitaire », a déclaré Mme Silverberg. « Nous essayons d'obtenir des assurances que cet investissement est bien-fondé pour les contribuables américains et qu'il donne des résultats

sur le terrain dans les pays en développement, pour les individus qui souffrent de violations des droits de l'homme et ceux qui sont à risque de contracter des maladies transmissibles. »

Le prochain secrétaire général devra être une personne « engagée et ayant les compétences nécessaires pour faire avancer la réforme de l'organisation », a-t-elle ajouté.

Elle a continué en rappelant que le gouvernement Bush s'attend à ce que les Nations unies « se conduisent dans le respect des plus hautes normes éthiques » et « se concentrent sur la surveillance des ressources de leurs États membres ». L'Organisation doit également terminer l'examen des programmes en cours dans le contexte de l'évaluation de leur utilité et de leur efficacité.

En 2005, les États-Unis avaient demandé au secrétaire général Kofi Annan d'identifier et de répertorier tous les programmes en cours que le Secrétariat avait été chargé de mettre en œuvre par le Conseil de sécurité.

« Ils ont pu recenser quelque 9.000 mandats, dont beaucoup remontaient essentiellement à la création des Nations unies », a fait remarquer Mme Silverberg. L'Assemblée générale devrait se pencher sur les résultats de ces mandats et programmes pour déterminer « s'ils remplissent toujours une fonction importante, s'ils sont administrés de manière efficace et s'ils s'attaquent aux problèmes de manière appropriée ».

La secrétaire d'État adjointe a noté avec satisfaction la création d'un Bureau de l'éthique, les modifications aux règles de divulgation des informations financières et le renforcement des services de contrôle interne au cours de l'année mais elle a ajouté que le processus d'examen des mandats n'était toujours par terminé.

« L'Assemblée générale a encore le temps de prendre des mesures actives dans ce domaine mais elle va bientôt devoir faire état de progrès » a-t-elle prévenu.

Le nouveau Conseil des droits de l'homme : une déception

Mme Silverberg a également noté que les États-Unis considèrent qu'il est important que l'Assemblée générale et le nouveau Conseil des droits de l'homme se penchent attentivement sur la situation critique des droits de l'homme dans des pays tels que la Birmanie, la Corée du Nord et Cuba au lieu de se concentrer inutilement sur Israël, comme le fait le Conseil.

« À ce jour, nous sommes plutôt déçus par le travail du nouveau Conseil des droits de l'homme à Genève mais l'Assemblée générale offre une bonne occasion... d'attirer l'attention sur certaines des crises critiques des droits de l'homme dans le monde et cela va être une de nos grandes priorités [à l'Assemblée générale]. »

Elle a ajouté que lorsque les États membres agissent avec détermination, « l'Assemblée générale peut attirer l'attention sur les problèmes des droits de l'homme et peut faire passer un message très fort aux régimes oppresseurs, à savoir qu'un organe universel tel que l'Assemblée générale a condamné leurs actions ».

Mais, à son avis, le Conseil « a pris un très mauvais départ » et les États-Unis n'ont pas encore décidé s'ils allaient y adhérer vu leur déception qu'il n'ait « pas prêté attention à certains des problèmes vraiment pressants des droits de l'homme que nous notons dans le monde ».

S'agissant de la situation en Birmanie, Mme Silverberg a annoncé que les États-Unis avaient officiellement demandé au Conseil de sécurité d'inscrire la question à son ordre du jour du mois prochain, notant que les violations de longue date des droits de l'homme dans le pays ont maintenant des répercussions dans la région. Citant un rapport du président tchèque, M. Vaclav Havel, et du prix Nobel de la paix sud-africain, l'archevêque Desmond Tutu, elle a dit que les flux de réfugiés de Birmanie étaient cause de la montée de l'instabilité, du trafic des stupéfiants, de la traite des personnes et de la propagation des maladies transmissibles.

« Nous allons discuter activement de cela à New York lors de l'Assemblée générale et nous pensons que le Conseil devra prendre des mesures dans ce domaine à l'automne », a-t-elle encore précisé.

Les manifestations sur l'alphabétisation et les migrations

Mme Silverberg a annoncé que Mme Laura Bush a organisé une conférence sur l'alphabétisation en marge de l'Assemblée générale ; elle y a invité les épouses des autres dirigeants participant à l'Assemblée, des ministres de l'éducation et des experts. L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui gère de nombreux programmes internationaux d'alphabétisation, y participera aussi.

Mme Silverberg a souligné que cette manifestation devait mettre en lumière les efforts faits par les États-Unis pour promouvoir l'alphabétisation et contribuera à encourager les autres pays à œuvrer dans ce domaine. La promotion de l'alphabétisation au niveau mondial « sous-tend nombre de nos actions à l'international » a-t-elle dit, parce qu'une population alphabétisée est plus apte à réussir son développement et que l'alphabétisation est une des clés d'une démocratie florissante.

« La démocratie repose sur une population informée, capable de tenir ses dirigeants responsables, et cela n'est pas possible si la population ne sait pas lire » a-t-elle précisé.

Il est également indispensable de se concentrer sur l'alphabétisation des femmes, a-t-elle ajouté : « Le fait que la mère sait lire et écrire est le meilleur critère pour prédire si l'enfant apprendra aussi à lire et écrire. »

Les Nations unies organisent aussi un débat sur les migrations avant l'Assemblée générale et Mme Silverberg voit là une occasion de souligner que les États-Unis soutiennent l'immigration et la venue de visiteurs internationaux.

« Il y a beaucoup de malentendus sur la position américaine en matière de visas. Beaucoup ont l'impression que nous sommes contre les immigrants », a-t-elle précisé. « Nous devons faire passer le message que la plupart des Américains sont en faveur de l'immigration et veulent que les États-Unis soient un pays que les étrangers visitent et où les immigrants légaux peuvent vivre dans le long terme ».

L'abaissement des obstacles réglementaires aidera à atteindre les Objectifs du Millénaire

Le gouvernement Bush continue à soutenir les Objectifs du Millénaire pour le développement proposés par les Nations unies pour les pays en développement et, selon Mme Silverberg, des actions concertées permettront de les atteindre. Cependant, elle lie la question à la nécessité de réformer la gestion de l'Organisation, citant des exemples de « chevauchements et de doubles emplois » qui réduisent l'efficacité des actions menées. L'Organisation doit aussi, selon elle, développer des partenariats avec les pays en développement et se concentrer sur les politiques dans les pays.

« Il ne suffit pas que la communauté internationale et les bailleurs de fonds continuent à apporter leur aide sans se préoccuper de savoir si le climat politique dans le pays peut contribuer à rendre cette aide plus efficace. Ils doivent se demander s'il existe des actions qui attirent l'investissement étranger, qui attirent le commerce, s'il existe des mesures qui encouragent la croissance des petites entreprises » a-t-elle insisté.

Une des priorités des États-Unis lors de la prochaine Assemblée générale sera de faire en sorte que les Nations unies s'attaquent aux obstacles réglementaires qui freinent la création d'entreprises et le développement.

« Dans les pays en développement, de très nombreuses entreprises fonctionnent dans le cadre de l'économie parallèle, ce qui fait qu'elles sont en dehors du système d'imposition ou du système de crédit ou qu'elles ne sont pas enregistrées » a-t-elle remarqué. « Les Nations unies doivent œuvrer avec les pays à créer sur le terrain les conditions qui aideront les petites entreprises à se développer et à fleurir. »

Les Nations unies font « un bon travail » dans le domaine du développement mais, à son avis, « nous pouvons beaucoup faire pour rendre les programmes de développement plus efficaces et pour qu'ils contribuent plus à la réalisation des Objectifs du développement ».

LES É.-U. SONT EN FAVEUR DE MIGRATIONS SANS RISQUE, LÉGALES ET HUMAINES

Note d'information du département d'État

On trouvera ci-après le texte de la note d'information que la direction de la population, des réfugiés et des migrations du département d'État a diffusée le 11 septembre, à l'occasion du débat sur les migrations internationales et le développement à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les États-Unis, un pays résolu à favoriser les migrations sans risque, légales et humaines

« Les États-Unis peuvent être une société respectueuse de la loi et une société accueillante en même temps. Nos nouveaux immigrants sont semblables aux immigrants des siècles passés : ce sont des personnes prêtes à tout risquer pour réaliser leur aspiration à la liberté. Les États-Unis restent ce qu'ils ont toujours été : le grand espoir à l'horizon, une porte ouverte sur l'avenir, une terre promise et bénie. Nous rendons hommage à tous ceux qui viennent ici, quel que soit leur pays d'origine, car nous avons confiance dans le don de notre pays de nous rendre tous Américains et de former une seule nation bénie de Dieu. » George Bush, président des États-Unis d'Amérique

Un pays d'accueil des immigrants depuis longue date - L'immigration aux États-Unis

Les États-Unis sont fiers de leur histoire en matière d'immigration. Depuis 1907, 20,9 millions d'immigrés venus du monde entier ont acquis la nationalité américaine. À l'heure actuelle, sur les 190 millions de migrants dans le monde, 20 % résident aux États-Unis. De 2000 à 2005, 3,7 millions d'immigrés ont décidé d'acquérir la nationalité américaine, et les États-Unis ont accordé le statut de résident permanent à 5,8 millions de personnes. Les États-Unis sont aussi le pays qui accueille le plus de réfugiés ; depuis 1975, ils ont admis près de 2,7 millions de réfugiés (127.000 en moyenne par an), qui sont venus pour échapper aux persécutions et aux conflits.

Les migrants apportent une grande diversité de cultures là où ils s'installent. Leurs contributions ont fait des États-Unis le pays tel qu'il est aujourd'hui. Les Américains sont liés les uns aux autres par leur foi commune dans les principes garantis par la Constitution des États-Unis : la liberté, l'égalité des chances, l'égalité devant la loi, le respect et la tolérance des différences et le droit des citoyens de gouverner le pays.

La décision de devenir citoyen américain est volontaire, mais les États-Unis incitent ceux qui remplissent les conditions nécessaires à soumettre leur demande. Les États-Unis encouragent l'instruction civique. La pleine participation à la vie américaine est essentielle à une bonne intégration. L'intégration est un processus qui présente de nombreux aspects et qui vise à favoriser le sentiment d'appartenance. L'État fédéral, les États fédérés, les collectivités locales ainsi que les organisations non gouvernementales, les associations confessionnelles, les entreprises et les immigrants eux-mêmes font tous une contribution essentielle à l'intégration des immigrants sur les plans politique, social, économique et culturel.

Les immigrants viennent aux États-Unis à la recherche de nouvelles possibilités. Le caractère accueillant de la société américaine crée des conditions qui leur permettent de très bien réussir dans les secteurs tant public que privé. Des Américains naturalisés représentent les États-Unis en qualité de parlementaire, de ministre et de diplomate. On compte parmi eux des PDG, des scientifiques éminents, des artistes célèbres, des enseignants, des commissaires de police, etc. Ils sont le visage des États-Unis.

Un pays compatissant - Le rôle primordial des États-Unis

Les États-Unis sont résolus à encourager les migrations sans risques, légales et humaines à travers le monde. Respectueux des obligations internationales en matière de protection, ils œuvrent en faveur de l'aide aux demandeurs d'asile, aux réfugiés, aux victimes de la traite des êtres humains et à d'autres migrants en position vulnérable. Au niveau international, les États-Unis apportent un soutien aux activités de renforcement des capacités qui mettent l'accent sur la gestion efficace et humaine des migrations. Ils coopèrent avec d'autres États ainsi qu'avec des organisations internationales et des organisations non gouvernementales en vue de la mise sur pied dans le monde entier de programmes destinés à lutter contre le trafic des êtres humains et à venir en aide aux migrants en situation vulnérable. Ces programmes offrent une vaste gamme de services de rapatriement et de réintégration tels que les transports, les soins médicaux, la formation professionnelle, les conseils psychosociaux et la création d'emplois. Le programme américain de rapatriement, de réintégration et de réunification des familles apporte un soutien aux victimes de la traite des êtres humains découvertes aux États-Unis qui choisissent de rentrer dans leur pays d'origine ou de rester aux États-Unis.

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont mis en évidence la vulnérabilité des frontières des États-Unis en matière de sécurité. À la suite de ces attentats, le gouvernement a pris des mesures de grande ampleur en vue de renforcer la sécurité des frontières et des voyageurs. Il a notamment créé le ministère de la sécurité intérieure et inclus des données biométriques dans les formalités d'accueil des voyageurs étrangers et des immigrants. La politique « frontières sûres et portes ouvertes » permet aux États-Unis de continuer d'accueillir un grand nombre d'immigrés tout en garantissant que les besoins du pays en matière de sécurité sont satisfaits. En fait, 18 % des habitants des États-Unis nés à l'étranger sont arrivés après l'an 2000.

Les partenariats - L'importance des mécanismes et des réseaux régionaux de consultation

Les États-Unis estiment que le moyen le plus pratique en ce qui concerne l'adoption de mesures efficaces et humaines en matière de migration est de favoriser les dialogues régionaux dans ce domaine. Ces dialogues encouragent les discussions officielles et transparentes ainsi que l'échange d'informations sur les questions relatives aux migrations. Dans leur cadre, les États participants peuvent définir les domaines de coopération et élaborer des stratégies qui ont un caractère humain et qui mettent l'accent sur l'aspect ordonné et légal de la circulation des personnes. Le caractère officiel de ces dialogues permet aux États d'aborder les questions relatives aux migrations qui les intéressent, de parvenir à un consensus et d'entreprendre des projets communs en vue d'améliorer la gestion des migrations et la situation des migrants dans leur région.

Les États-Unis jouent un rôle actif dans la Conférence régionale sur les migrations et dans les Consultations intergouvernementales portant sur la politique en matière d'asile, de réfugiés et de migrations. Ils participent aussi en qualité d'observateur au « Processus de Bali » et apportent un soutien aux dialogues sur les migrations dans d'autres régions. Ils accueilleront en 2007 la Conférence régionale sur les migrations, qui réunira les pays d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale.

« L'action des États-Unis face aux problèmes mondiaux en matière de population et de migration traduit nos valeurs pour ce qui est d'encourager le respect des droits de l'homme et de protéger toute personne contre l'exploitation ou la coercition. » Ellen Sauerbrey, secrétaire d'État adjointe à la population, aux réfugiés et aux migrations.

PUBLICATION DU RAPPORT 2006 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE

Ce rapport examine le degré d'appui accordé selon les pays à la liberté religieuse.

Par Michelle Austein
Rédactrice du Washington File

Washington - Le département d'État a rendu public, le 15 septembre 2006, la huitième édition annuelle de son Rapport sur la liberté de religion dans le monde, qui couvre la période allant de juillet 2005 à juillet 2006.

En vertu de la loi de 1998 sur la liberté religieuse, le département d'État doit procéder chaque année à un examen de la situation mondiale en matière de liberté religieuse. Ce rapport destiné au Congrès doit présenter les actions de gouvernements qui font obstacle à cette liberté, notamment la répression de l'expression religieuse, la persécution religieuse et la tolérance de la violence à l'encontre des minorités religieuses. Il doit également faire état des mesures prises par les autorités dans les divers pays en vue de favoriser le respect et la protection de la liberté religieuse.

La loi stipule en outre que les pays qui ont « commis ou toléré des infractions particulièrement graves à la liberté de religion » doivent être désignés comme des « pays particulièrement préoccupants » (PPP). En novembre 2005, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a ainsi désigné 8 pays : l'Arabie saoudite, la Birmanie, la Chine, la Corée du Nord, l'Érythrée, l'Iran, le Soudan et le Vietnam.

Le rapport de 2006 présente aussi les mesures que le gouvernement des États-Unis a prises en vue de promouvoir la liberté religieuse dans ces pays. Ces mesures ont varié selon les pays. C'est ainsi que les États-Unis ont appliqué une série de sanctions économiques à la Birmanie, tandis qu'en Érythrée, les autorités américaines ont établi des communications régulières avec des membres des communautés religieuses. De plus, des membres du département d'État se sont rendus dans certains pays afin d'y promouvoir la liberté religieuse. En novembre 2005, M. Robert Zoellick, alors secrétaire d'État adjoint, a organisé à Khartoum (Soudan) un forum interconfessionnel auquel ont participé des représentants des communautés chrétienne et musulmane, tandis que M. Barry Lowenkron, secrétaire d'État adjoint pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail, a tenu des discussions sur la liberté de religion lors d'un séjour effectué en février 2006 à Pékin (Chine).

Parmi les PPP, le Vietnam a été reconnu pour avoir amélioré sa situation en matière de respect de la liberté religieuse au cours de la période couverte par le rapport. Dès mai 2005, ce pays avait commencé à adopter de nouvelles lois protégeant les activités religieuses.

Le rapport considère qu'il y a abus lorsqu'un gouvernement réprime l'expression religieuse d'une population qui pratique de manière pacifique, sous prétexte d'atteinte à la sécurité nationale. Il dénonce également les pays et les cas où les actions prises par des autorités trop zélées contre des fidèles soupçonnés d'extrémisme ont eu pour principal effet de restreindre la liberté de religion : « Dans certains pays, par exemple, beaucoup de personnes hésitent à se rendre souvent à la mosquée de peur de se faire considérer comme des extrémistes par le gouvernement. »

Le rapport relève aussi les infractions liées à l'adoption de lois discriminatoires ou de mesures qui favorisent telle religion majoritaire et désavantagent les minoritaires. « Ces États appliquent une politique visant à exiger que les croyants abjurent leur foi, à provoquer l'exode de membres de certains groupes religieux ou à intimider ou à harceler certains groupes. »

Enfin, la pratique consistant à réprimer certaines religions en les classant parmi les cultes ou sectes dangereux est une forme commune d'abus, indique le département d'État dans son rapport.

L'INTRODUCTION DU RAPPORT 2006 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE

La liberté religieuse est la pierre angulaire des droits de l'homme.

On trouvera ci-après l'introduction du Rapport 2006 sur la liberté de religion dans le monde, rendu public le 15 septembre. Cette introduction a été rédigée par M. John Hanford, ambassadeur itinérant chargé de la liberté religieuse dans le monde.

Département d'État
Office de la liberté religieuse à l'étranger

La foi en tant que choix personnel et liberté essentielle est un élément fondamental du caractère américain fondé sur les idées des pères fondateurs de notre République. La liberté religieuse est l'une de nos grandes libertés publiques depuis la naissance de notre pays jusqu'à ce jour, et la détermination des Américains à la défendre, non seulement dans leur pays, mais aussi dans le reste du monde, est restée ferme en ce nouveau siècle. Comme l'a affirmé la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, « il n'y a pas de question plus fondamentale pour les États-Unis que la liberté de religion et de conscience religieuse. Notre pays a été fondé sur cette base, qui est au cœur de la démocratie. »

La liberté religieuse est la « première liberté » des États-Unis, consacrée par le premier article de notre Déclaration des droits. De même, c'est une pierre angulaire des droits universels, car elle englobe la liberté d'expression, la liberté de réunion et la liberté de conscience, qui ensemble constituent les fondements de la gouvernance démocratique et du respect de l'individu. C'est pourquoi la croissance de la démocratie que nous observons de nos jours va de pair avec une croissance de la liberté religieuse et des autres droits de l'homme. Selon l'association Freedom House, qui classe chaque année tous les pays dans les trois catégories de « pays libres », de « pays partiellement libres » et de « pays pas libres » en fonction d'un grand nombre de critères, dont la liberté religieuse, quarante-quatre pays étaient « libres » en 1972, la première année qu'elle a effectué ce classement. L'an dernier, ce nombre est passé à quatre-vingt-neuf pays, et le nombre de pays « pas libres », de soixante-huit en 1972, est tombé à quarante-cinq à l'heure actuelle.

Pourtant, bien que la démocratie et le respect des libertés fondamentales aient gagné du terrain partout dans le monde, de nombreux États ne manifestent encore qu'un intérêt de pure forme pour leurs obligations découlant de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres accords internationaux. Dans un trop grand nombre de pays, les pouvoirs publics refusent de reconnaître la liberté religieuse et de la protéger. Un certain nombre d'États œuvrent encore activement contre ce droit fondamental. En outre, dans certains pays, des extrémistes qui exploitent la religion au service d'une idéologie empreinte d'intolérance et de haine dirigent leurs attaques violentes contre ceux dont le seul souhait est de prier comme l'exige leur conscience. Alors même que nous nous tenons aux côtés de ceux qui exigent à bon droit la liberté religieuse, nous nous opposons fermement à ceux qui entravent la liberté humaine et la démocratie, que ce soit pour le compte d'États ou pour le compte d'organismes qui manipulent la foi à des fins violentes.

Le Rapport annuel sur la liberté religieuse dans le monde a été créé dans le but de promouvoir et de protéger ce droit universel. Le présent rapport vise à projeter la lumière sur les parties du monde où la persécution religieuse est perpétrée et, par cette lumière, à la juguler. Le processus-même qui est à la base du rapport, consistant à enquêter sur les abus, à les documenter et à protester contre eux, est capable d'atténuer ces violations. Que tant de personnes subissent des sévices, la torture et l'emprisonnement et qu'elles demeurent fidèles à leurs convictions, parfois au point même de risquer leur vie, illustre la force et le ressort de leur foi. Le Rapport sur la liberté religieuse dans le monde témoigne de cette force et en faveur des millions de personnes qui continuent de souffrir à cause de leur appartenance religieuse, de leur conviction ou de la pratique de leur religion.

Le présent rapport découle tout naturellement de l'histoire de notre pays. Nous exhortons les autres à protéger et à sauvegarder ce qui nous est précieux. Le bilan de notre propre pays en ce qui concerne la liberté religieuse et les autres libertés publiques n'est pas parfait. Toutefois, nos imperfections ne peuvent pas servir d'excuse pour éviter de nous attaquer à la tâche consistant à faire de ce droit universel une réalité pour toute l'humanité.

En ma qualité d'ambassadeur itinérant pour la liberté religieuse à l'étranger et de principal conseiller du président et de la secrétaire d'État sur la propagation de la liberté religieuse à travers le monde, je considère que ma mission et celle de mon bureau consiste à défendre ceux qui cherchent à promouvoir la liberté religieuse et à s'opposer à ceux qui voudraient l'entraver. Sous ma direction, l'Office de la liberté religieuse à l'étranger entreprend une vaste gamme d'activités visant à appliquer la politique des États-Unis en matière de liberté religieuse, en collaborant étroitement avec des collègues du département d'État et avec les ambassades des États-Unis à l'étranger de manière à utiliser toute la panoplie de la diplomatie dans ce domaine. Dans le cadre de négociations bilatérales officielles et officieuses avec des États étrangers, de la participation au sein d'organisations multilatérales telles que l'Organisation des Nations unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de la collaboration avec des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et à caractère confessionnel ainsi que d'entretiens avec des victimes, nous élaborons et mettons en œuvre des stratégies destinées à lutter contre la persécution en quelque lieu que ce soit.

Alors que nous présentons au Congrès et au public la huitième édition du Rapport annuel sur la liberté religieuse dans le monde, je tiens à exprimer ma reconnaissance au président Bush et à Mme Rice pour la direction forte et vigilante qu'ils ont apportée à la rédaction du rapport et au Congrès pour son soutien bipartite. Nous devons également une dette de gratitude à ceux qui œuvrent au sein d'organisations non gouvernementales en faveur des opprimés.

La bonne nouvelle, comme le montre le classement de l'association Freedom House, est que nous faisons ensemble des progrès. Il est cependant clair que des problèmes immenses demeurent. « Alors que les États-Unis font progresser la cause de la liberté, a dit le président Bush, nous n'oublions pas que la liberté n'est pas le don des États-Unis au monde, mais le don de Dieu à tout homme et à toute femme de ce monde. Cette vérité est à la base de nos efforts visant à aider toute personne partout dans le monde à jouir de la liberté religieuse et à créer un avenir meilleur et plus empreint de paix pour tous. »

C'est aux hommes, aux femmes et aux enfants courageux de ce monde qui souffrent à cause de leur foi que nous dédions ce rapport annuel. Qu'il apporte une mesure d'encouragement à leurs aspirations et quelque espoir que leur histoire ne restera pas inédite ni leurs malheurs oubliés dans la presse des affaires mondiales.

DES CÉLÉBRITÉS AMÉRICAINES PLAIDENT LA CAUSE DU DARFOUR

L'acteur George Clooney et le prix Nobel de la paix Elie Wiesel s'adressent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Par Judy Aita
Correspondante du Washington File

Nations unies - Le 14 septembre, le lauréat du prix Nobel de la paix Elie Wiesel et le célèbre acteur George Clooney ont plaidé la cause du Darfour devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

MM. Wiesel et Clooney étaient les invités des États-Unis lors d'une réunion spéciale du Conseil présidée par le représentant de ce pays, M. John Bolton. Ce dernier a déclaré qu'il espérait que la présence de ces deux célèbres défenseurs des droits de l'homme attirerait l'attention sur la crise croissante au Darfour et aiderait à souligner la nécessité de déclencher une action décisive aux Nations unies.

« Chaque jour qui passe, un peu plus d'hommes, de femmes et d'enfants innocents souffrent là-bas. Chaque jour, des femmes et des jeunes filles sont violées lorsqu'elles s'aventurent en dehors des camps de réfugiés pour chercher du bois de chauffage. On ne peut invoquer la complexité pour refuser de se pencher sur ce problème. »

George Clooney, qui a visité un camp de réfugiés au Darfour en avril dernier, a déclaré qu'il était venu témoigner devant le Conseil afin « d'être la voix de ceux qui ne peuvent pas parler pour eux-mêmes ».

« Ma tâche consiste à venir ici aujourd'hui afin de vous supplier, au nom des millions de gens qui vont mourir - et ne vous y trompez pas, ils vont mourir - de prendre des mesures réelles et efficaces pour mettre fin à cette crise », a dit M. Clooney.

Tout en admettant que la situation était complexe sur le plan politique, il a ajouté : « (...) Lorsque vous voyez des villages entiers dont les habitants ont été massacrés, dont les puits ont été empoisonnés et ensuite remplis des corps des victimes, il n'est plus question de complexité, mais de ce qui est juste et de ce qui est mal. »

Les deux hommes ont ensuite évoqué le 30 septembre, date à laquelle les 7.000 hommes de l'Union africaine devront quitter le Darfour, à moins que le gouvernement du Soudan n'autorise les Nations unies à renforcer les effectifs de cette mission et à commencer à prendre la direction des opérations. Si les troupes de l'Union africaine partent, les organisations humanitaires, dont le personnel est de plus en plus souvent victime d'attaques, devront aussi abandonner leurs travaux. Leur départ pourrait laisser plus de 2,5 millions de personnes sans nourriture et sans soins élémentaires. Les Nations unies estiment que sans aide internationale, jusqu'à 100.000 personnes pourraient mourir chaque mois.

S'il n'y a plus de soldats de la paix au Darfour après le 30 septembre, a dit M. Clooney, « il suffira d'envoyer des hommes avec des pelles, des draps blancs et des pierres tombales ».

MM. Wiesel et Clooney ont ensuite souligné que le Conseil de sécurité avait « le devoir de protéger » ceux qui ne pouvaient pas se protéger eux-mêmes. Ils ont rappelé aux membres du Conseil qu'en 1994, au Rwanda, près de 800.000 personnes avaient été massacrées et que les Nations unies n'avaient rien fait.

Lors du Sommet mondial de 2005, les pays membres de l'ONU ont décidé qu'il y avait une obligation internationale collective de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, de l'épuration ethnique et des crimes contre l'humanité. Les dirigeants du monde avaient alors chargé le Conseil d'entreprendre des actions décisives dans les cas où il n'y avait pas de solution pacifique à une crise et qu'un gouvernement refusait d'agir dans le bon sens.

« Le Soudan ne peut pas faire revivre ses morts, mais il peut permettre aux Nations unies de redorer leur blason », a dit M. Wiesel.

Poussés au désespoir

Les deux hommes, qui représentent des milliers de militants dans le monde, sont venus au Conseil de sécurité « parce que plus que toute autre organisation, vous tenez leur destinée entre vos mains (...) Vous êtes le dernier recours politique pour les victimes du Darfour et ceux qui les soutiennent », a dit M. Wiesel.

« Nous sommes venus devant vous parce que nous sommes désespérés. Nous avons tout essayé. Nous avons frappé à de nombreuses portes, lancé des appels à la conscience, imploré les riches et les puissants d'aider les faibles et les pauvres de ce monde. Que pouvions-nous faire de plus ? »

Il a exhorté le Conseil à devenir le « protecteur moral » du Darfour et à mettre fin à la violence.

« Vous pouvez stopper cela. Il y a tant de moyens, et vous les connaissez tous. Vous avez même adopté certaines résolutions à cet effet », a affirmé M. Wiesel, mentionnant des sanctions économiques, politiques et culturelles, et la menace de mesures de rétorsion contre ceux qui se livrent à la tuerie.

Il a ensuite exhorté les Nations unies à aider l'Union africaine à continuer son travail. Envoyez plus de troupes « non pas pour faire la guerre, mais pour offrir un asile sûr à ceux qui en ont besoin ».

Les Nations unies « ne devraient pas attendre l'invitation du Soudan » pour envoyer des casques bleus, a-t-il affirmé. « Allez-y de toute façon. Les tortionnaires et les assassins n'attendent pas. La Charte de l'ONU vous demande d'intervenir. Au nom de ce qu'il y a de plus sacré, soyez à la hauteur de ce que l'on attend de vous. »

Le secrétaire d'État Kofi Annan a qualifié la situation au Darfour de désespérée. « Si les troupes de l'Union africaine sont forcées de partir et si nous sommes incapables de mettre sur pied une force onusienne pour les remplacer, nous fonçons tout droit vers le désastre et je ne pense pas que nous puissions permettre que cela ait lieu » a-t-il dit, le 13 septembre.

M. Annan a demandé à tous les États membres de l'ONU de « faire pression » sur le Soudan pour qu'il accepte la venue des casques bleus.

LA SOCIÉTÉ DU COMPTE DU MILLÉNAIRE ADOPTE DEUX CRITÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Ils ont trait à l'environnement et à l'accession à la propriété foncière.

Par Kathryn McConnell
Rédactrice du Washington File

Washington - La Société du compte du millénaire (Millennium Challenge Corporation ou MCC) a décidé d'ajouter deux nouveaux critères aux seize critères qu'elle applique pour déterminer si un pays donné peut prétendre à son aide financière.

Ces deux critères ont trait aux mesures prises par un pays candidat en vue de protéger l'environnement et de faciliter l'accession des pauvres à la propriété foncière, indique le communiqué de presse que cet organisme fédéral créé en 2004 a diffusé le 11 septembre.

Ils serviront tout d'abord à donner au conseil d'administration de la MCC seulement des informations supplémentaires pour la sélection des pays pouvant bénéficier d'une aide financière du Compte du millénaire pendant l'année budgétaire 2007 (qui commencera le 1er octobre 2006), a précisé le porte-parole de la MCC, M. Sam Stratman.

Selon Mme Sherri Kraham, qui a contribué à l'élaboration de ces critères, ce n'est qu'à partir de l'année budgétaire 2008 qu'ils seront réellement appliqués, après que les pays candidats auront eu la possibilité de se familiariser avec eux.

Avant leur élaboration, la MCC a consulté des organisations non gouvernementales, des universités et des spécialistes. Parmi les organisations non gouvernementales qui ont offert des recommandations figurent l'association Nature Conservancy, le Fonds mondial de la nature et le World Resources Institute.

Un grand nombre de mesures que les pays peuvent prendre en vue de protéger l'environnement consistent en des solutions qui exigent peu d'argent et qui sont destinées à faire face aux problèmes maintenant une partie de la population dans la pauvreté et contribuant à la mortalité infantile.

Environ 80 % des décès d'enfants âgés de moins de quatre ans sont dus à un environnement malsain. Mme Kraham a cité à ce titre les maladies causées par la consommation d'eau polluée et les troubles respiratoires liés à la mauvaise qualité de l'air ambiant des locaux.

Une mesure dans ce domaine qui permettrait à un plus grand nombre de ménages d'avoir accès à l'eau potable serait de les aider à payer les droits de raccordement au réseau d'alimentation en eau au lieu de subventionner l'alimentation en eau pour toute la population.

Les pouvoirs publics pourraient aussi donner aux collectivités locales plus d'informations sur ce qu'il convient de faire pour ventiler un local, en particulier les habitations où les résidents se servent de combustibles fossiles pour le chauffage et la cuisine.

En ce qui concerne la propriété foncière, les pouvoirs publics peuvent améliorer leur politique en la matière en supprimant les obstacles administratifs et réglementaires qui empêchent certaines personnes, en particulier les femmes et les personnes désavantagées, d'acquérir ou de louer des terres.

« L'expérience montre que les propriétaires fonciers, en particulier les agriculteurs, sont plus susceptibles de faire des investissements à long terme et de renoncer aux pratiques destructrices telles que le déboisement et l'agriculture sur brûlis », souligne le directeur général de la MCC, M. John Danilovich, dans le communiqué.

La MCC se fonde sur le principe selon lequel l'aide à l'étranger est le plus efficace lorsqu'elle renforce la bonne gouvernance, la croissance économique et les investissements dans le domaine social, notamment dans les secteurs de l'enseignement et de la santé.

Le conseil d'administration de la MCC a à sa tête la secrétaire d'Etat, Mme Condoleezza Rice, et se compose du ministre des finances, M. Henry Paulson, de la représentante des Etats-Unis pour le commerce extérieur, Mme Susan Schwab, du directeur de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, M. Randall Tobias, du directeur général de la MCC, M. Danilovich, et de deux spécialistes du secteur privé, Mme Christine Todd Whitman et M. Kenneth Hackett.

Pour l'année budgétaire 2007, les pays candidats doivent avoir soit un revenu par habitant inférieur à 1.675 dollars pour faire partie de la catégorie à faible revenu, soit un revenu par habitant se situant entre 1.675 dollars et 3.465 dollars pour faire partie de la catégorie à revenu intermédiaire tranche inférieure. En outre, ils ne doivent pas faire l'objet de restrictions pour ce qui est de l'aide des Etats-Unis.

A NOTER:

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

<http://geneva.usmission.gov/>

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"